

# « Non à l'opération Wuambushu à Mayotte »

Tribune publiée par Libération le Publié le 27 avril 2023 que Femmes Egalité à cosignée

Une centaine de personnalités et d'organisations estiment que l'opération de police qui devrait reprendre à Mayotte témoigne d'un « durcissement autoritaire du gouvernement » qui se sert du département d'outre-mer comme d'un « laboratoire » pour sa prochaine loi immigration.

Le 24 avril, le ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer, Gérald Darmanin, et le gouvernement français ont décidé de lancer une violente opération contre les résidents de Mayotte provenant d'autres îles des Comores. Nommée « Wuambushu », celle-ci a été validée discrètement par Emmanuel Macron en conseil de défense au nom de la lutte contre la « délinquance » et « l'habitat informel ».

Au programme, 400 expulsions quotidiennes pour un total de 24 000 expulsions sur deux mois, destruction de 10 % de l'habitat informel de l'île par jour. L'État cherche ainsi à jeter à la rue et à expulser des milliers de personnes. Pour l'occasion, 510 policiers supplémentaires ont été envoyés en renfort, avec parmi eux des policiers de la CRS8 ou de l'ERIS pour appuyer le RAID et le GIGN déjà sur place.

Ce mardi, l'opération a été temporairement freinée à Kongou, dans le bidonville du Talus 2, par la décision du tribunal judiciaire de Mayotte qui a suspendu la destruction du quartier pour cause, entre autres, d'absences de garanties de relogement présentées par l'État. Une décision qui n'arrête pas pour autant l'opération, l'État ayant réaffirmé sa volonté de la mener à bien. En réalité, celui-ci compte sur l'impossibilité quasi-totale et systématique de saisir un juge pour pouvoir agir au mépris de tout cadre légal.

Avec le lancement de « Wuambushu », c'est à un déferlement de violences auquel il faut se préparer, dans le cadre d'une opération militaro-policière qui s'inscrit dans la continuité du durcissement autoritaire du gouvernement et de sa répression violente des étrangers. Les interventions policières ont d'ailleurs commencé dimanche 23 avril par un déploiement de la CRS 8 autour de Tsoundzou, au cours duquel l'unité de police a utilisé près de 650 grenades lacrymogènes et tiré à balles réelles avec des pistolets automatiques.

L'ampleur de l'offensive est par ailleurs justifiée par un discours d'extrême droite, faisant des Comoriens et des étrangers les coupables de la situation sociale sur l'île et de tous les maux qui frappent ses habitants. Les propos xénophobes anti-comoriens de la part de députés et élus locaux se déchaînent et ont franchi un cap dans l'horreur avec la récente sortie du 1er vice-président du département de Mayotte qui a appelé au meurtre de jeunes immigrés. Une rhétorique dont la violence masque la réalité d'un territoire où 77 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté et où le taux de chômage atteint les 30 %, mais surtout, l'origine de cette misère.

La France est pourtant responsable historique d'une situation schizophrénique depuis qu'elle a arraché Mayotte à l'archipel des Comores au milieu des années 1970 pour conserver des positions dans l'Océan Indien. Depuis 1976, 20 résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies ont affirmé la souveraineté des Comores sur l'île de Mayotte, restée officiellement sous domination française. Le nouvel État comorien indépendant amputé s'est retrouvé aux prises avec une politique néocoloniale caricaturale, qui a laissé ce pays exsangue, tandis que la politique permanente de division des communautés, consubstantielles du colonialisme, a ancré de plus en plus la société mahoraise à la France, faisant de l'île un territoire d'outre-mer puis un département.

L'État a en parallèle continuellement durci sa politique migratoire et les conditions d'accueil des étrangers et en particulier des Comoriens des autres îles : mise en place du « visa Ballardur » par Charles Pasqua en 1995, réduction des délais de demande d'asile à 7 jours, durcissement du droit du sol... Des lois d'exception qui ont donné lieu à une chasse aux sans-papiers, qui viennent et reviennent sur des embarcations de fortune, prenant des risques démesurés et créant un véritable cimetière marin entre Mayotte et l'île voisine d'Anjouan. Selon un rapport du Sénat, entre 1995 et 2012, ce sont entre 7 000 et 10 000 personnes qui sont mortes en tentant de rejoindre Mayotte. Ces données n'étant pas actualisées en raison d'une politique délibérée de dissimulation des morts.

Nous dénonçons fermement « Wuambushu ». Cette démonstration de force sécuritaire ne fera qu'aggraver une situation déjà dramatique et qu'offrir à l'État un laboratoire pour sa politique migratoire qui sera encore durcie avec la prochaine loi immigration. Le combat contre l'opération est indissociable de la lutte pour faire reculer l'offensive autoritaire en cours. **Il est donc fondamental que l'ensemble des organisations du mouvement social s'en emparent et se mobilisent également le 29 avril, prochaine date de manifestation contre le futur projet de loi immigration du gouvernement.**

16 premiers signataires

1. Alexis Antonioli, CGT Total Plateforme Normandie et militant du Réseau pour la Grève Générale
2. Etienne Balibar, philosophe
3. Lou Chesné, porte-parole de ATTAC France
4. Virginie Despentès, écrivaine
5. Soeuf Elbadawi, artiste engagé comorien et co-fondateur d'Africultures
6. Annie Ernaux, écrivaine, Prix Nobel de Littérature 2022
7. Patrice Garesio, co-président de Survie
8. Anasse Kazib, cheminot, porte-parole de Révolution Permanente
9. Médine, rappeur
10. Mohamed Nabhane, porte-parole du Collectif Stop Uwambushu Mayotte, professeur agrégé d'arabe
11. Philippe Poutou, porte-parole du Nouveau Parti Anticapitaliste
12. Kim Reufllet, présidente du Syndicat de la Magistrature
13. Anzoumane Sissoko, porte-parole de la Marche des Solidarités, militant des luttes de sans-papiers
14. Assa Traoré, militante antiraciste, comité Justice et Vérité pour Adama
15. Aminata Dramane Traoré, écrivaine malienne, ancienne ministre du Mali
16. Françoise Vergès, politologue, militante féministe décoloniale

### Tribune initiée par

Collectif Stop Uwambushu à Mayotte (CSUM)

Révolution Permanente

Association Survie (association qui décrypte l'actualité franco-africaine et se mobilise contre la Françafrique)

### Organisations signataires (77)

Ah Bienvenue Clandestins, ABC' éditions  
 Amicale des Comores à Brétigny-sur-Orge  
 Association d'Accueil des Demandeurs d'Asile de Mulhouse (AADA)  
 Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF)  
 ASTI Petit Quevilly  
 ATTAC  
 ATTAC Paris Centre  
 Coalition Internationale des Sans-Papiers et Migrants (CISPM)  
 Collectif de Défense de l'Intégrité et de la Souveraineté des Comores (CDISCOM)  
 Collectif de la Troisième Voie, Comores  
 Collectif de travailleurs sans papiers de Vitry  
 Collectif MOM (Migrants d'Outre-Mer)  
 Collectif Palestine Vaincra  
 Collectif Poitevin D'ailleurs Nous Sommes d'Ici  
 Collectif Sans-Papiers 75  
 Collectif Sans-Papiers 59  
 Collectif vigilance pour les droits des étrangers Paris 12e  
 Comité Maoré  
 Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT)  
 Comité Vérité et Justice pour Claude Jean-Pierre  
 Conseil Représentatif des Associations Noires (CRAN)  
 Contrattaque, La Réunion  
 COPAF  
 Croire et oser, La Réunion  
 Daula Ya Haki Komori  
 Droits Devant  
 Droits Ici Et Là-Bas (DIEL)  
 FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s)  
 Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR)  
 Femmes Égalité

Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires (FUIQP)  
 Jeune Garde  
 Jeunes Écologie  
 Jeunes Générations  
 Justice pour Adama  
 Fondation Frantz Fanon  
 Fondation Heva  
 GENERATION-S  
 Ka Ubuntu La Réunion  
 La Roue Tourne Strasbourg  
 La Team DK  
 Liberté, Égalité, Papiers  
 Le Poing Levé  
 Les États généraux des Migrations du Lot  
 Les soulèvements, section de Gourdon  
 Ligue des Droits de l'Homme d'Évreux  
 Ligue Panafricaine - UMOJA  
 Maecha Bora des Jeunes de Hetsa  
 Marche des solidarités  
 Migrants Bienvenu-e-s 34  
 Mouvement de la Paix  
 MRAP Nanterre  
 MRAP Vaucluse  
 Mvukisho Ye Masiwa (MYM)  
 Naribarishe Yi Komori (NYK)  
 Nayson A Moun, Mouvement de convergence des luttes  
 Nouveau Parti Anticapitaliste  
 Nouvelles Générations Soilihistes (NGS)  
 Parti Communiste des ouvriers de France  
 Pour une Écologie Populaire et Social (PEPS)  
 QG Zazalé  
 Réseau Éducation Sans Frontière  
 Révolution Permanente  
 Roya Citoyenne  
 Samidoun Paris Banlieue  
 Solidarité Asie France (SAF)  
 Solidarité Sans Papiers, collectif de soutien aux migrants du bassin creillois  
 SOS Démocratie Comores  
 SOS Racisme

Suluhu  
Survie  
Syndicat de la magistrature  
Union Communiste Libertaire

Ukombozi, Comores  
Union Juive Française pour la Paix  
Utopia 56  
20ème solidaire avec tou-te-s les migrant-e-s

### **Personnalités (63)**

ALLAOUI Mounir, artiste  
AMIGORENA Santiago, auteur, scénariste, réalisateur  
AMIR Maëva, journaliste à Révolution Permanente  
ANTONIOLI Alexis, CGT TotalEnergies  
ARNAULT Raphaël, porte-parole de la Jeune Garde  
BALIBAR Étienne, philosophe  
BARAT Frank, écrivain  
BERNARD Judith, enseignante, metteuse en scène  
BOUAMAMA Saïd, sociologue, militant au FUIQP  
BOUKARI YABARA Amzat, historien, président de la ligue UMOJA  
BOUTELDJA Houria, militante QG Décolonial  
BRAKNI Youcef, militant des quartiers populaires  
BUDGEN Sébastien, éditeur Verso Books  
CAMINADE Pierre, auteur du livre "Comores-Mayotte : une histoire néocoloniale"  
COTTA Françoise, avocate  
CUCKIER Alexis, philosophe  
DE BOULIVIER Patricia, critique d'art indépendante  
DE COCK Laurence, historienne  
DEMETRUS David, curateur, critique d'art indépendant et membre du collectif AFRIKADAA

DESPENTES Virginie, écrivaine  
DIOP Boubacar Boris, écrivain  
DJADO MADO, rappeur comorien  
DJELANE Yakina, anthropologue  
DRAMANE TRAORÉ Aminata, écrivaine, ancienne ministre du Mali  
ELBADAWI Souef, artiste engagé comorien et co-fondateur d'Africultures  
ERNAUX Annie, écrivaine, prix Nobel de Littérature 2022  
ETIENNE Camille, militante écologiste  
FASSIN Eric, sociologue  
FONTAINE Cécile, artiste  
FRIOT Bernard, sociologue  
GARÉSIO Patrice, co-président de Survie  
GARRISI Marina, éditrice pour Les éditions sociales / La Dispute  
GERCARA Brandon, Président-e et fondateur.ice de l'association Requeer  
GRACIA Gaëtan, militant CGT  
HAENEL Adèle, comédienne  
HARCHI Kaoutar, sociologue  
HERROU Cédric, Emmaüs Roya  
HOAREAU Cécile, artiste  
HUBERT M'TOUMO Maïté, secrétaire générale de l'UGTG